

## ■ CONFLUENCES

n°26, été 1998

*Israël, une nation à la recherche d'elle même*

Le 29 novembre 1947, une résolution des Nations Unies lançait ce qui, dans les idéaux, devait devenir la société du kibboutz et du Moshaw. Dans les faits, en 1948, l'Etat d'Israël prit corps, création sans doute conséquente de la *mauvaise conscience de l'Occident* (Alain Dieckhoff), après l'extermination de millions de juifs durant la seconde Guerre mondiale. Cet État ne peut être tout à fait comme les autres car, comme le dit Maxime Rodinson, *les israéliens se considèrent comme les héritiers légitimes de la vieille nation israélite établie depuis le temps de Moïse, pour le moins, quatorze, quinze siècles avant Jésus Christ. S'ajoute ou se juxtapose à cela la version religieuse, c'est à dire : Nous sommes sur cette terre parce que c'est la volonté de Dieu...* Pour autant, cette auto-légitimation n'est pas unanime : depuis les origines de l'Etat d'Israël, un problème d'interprétation du droit international s'est posé. L'idée sioniste et l'approche mythologique de la légitimité absolue de l'installation d'Israël se sont opposées à la contestation du titre juridique de "souveraineté juive" sur le territoire par les Palestiniens. Les analyses proposées dans ce numéro soulignent un nouveau hiatus au sein de l'Etat d'Israël, le manque de *vouloir vivre ensemble* des juifs d'Israël. Entre l'immigration soviétique, les diverses minorités (bédouins, fallashas...) et les clivages politico-religieux, ce n'est plus un simple conflit entre juifs et palestiniens. La Nation est remise en cause par toute cette mosaïque interne qui tendrait plutôt vers une conception plurinationale de l'Etat d'Israël. Malgré les témoignages d'acteurs contemporains, et les articles de politologues, juristes et historiens, le pari de la pluralité des vues et des passions confrontées n'est pas toujours tenu dans ce dossier. Il a pourtant le mérite d'offrir un état des lieux de la société israélienne d'aujourd'hui qui apparaît au fil des articles démantelée par ses vieux démons.

---

Confluences  
5-7, rue de l'Ecole Polytechnique  
75005 Paris

## ■ NAQD

n°11, 1998

Ce onzième numéro de Naqd, revue "d'études et de critique sociale", traite d'un sujet toujours d'actualité : celui des relations entre intellectuels et pouvoirs. Ce dossier, préparé par différentes rencontres à l'Institut Maghreb-Europe, se consacre à l'étude de l'intellectuel dans les sociétés arabes et musulmanes. C'est la lecture de la traduction arabe du thème qui permet de préciser ce vaste chantier : "*L'intellectuel maghrébin entre le conseil et la désobéissance*". Ce titre unit en effet les différents portraits tracés comme un matériau offert au débat et à la comparaison, au-delà du cadre strictement maghrébin. Entre les cinq articles consacrés à l'Algérie, les trois traitant du Maroc, la lecture d'un roman égyptien et celle d'un roman libanais, les itinéraires retracés nous éloignent de la distinction habituelle entre intellectuels modernes et clercs traditionnels. En effet, les formations, les carrières, les écrits, les prises de position reflètent clairement cette distinction artificielle mais indélébile, qui s'évanouit dès que l'on scrute de plus près les vies et les idées des intellectuels dans leur diversité. A suivre ces parcours, on se rend compte que ces histoires séparées se rencontrent à plusieurs moments, sur des thèmes concordants, dans des écrits qui se répètent, se parlent ou s'ignorent, à travers des amitiés et des reconnaissances académiques ou politiques. On peut regretter toutefois l'absence de mise en évidence des "réseaux". Ceux-ci aurait pu en faire apparaître la vie intellectuelle maghrébine moins éclatée qu'il n'y paraît et moins enclavée dans les frontières, par-delà l'horizon partagé du nationalisme. Cela aurait permis aussi d'éclairer de manière transversale et dynamique le rôle initiatique des cercles culturels, l'importance des revues, de certains "passeurs" (Émir Khaled, A.T. Madani, Thaïbi...), ou l'intérêt des voyages et des rencontres personnelles. En fin de compte, cela aurait pu nous faire comprendre la portée de l'écrit et son pouvoir de circulation.

---

Naqd  
B.P. 99, Garidi  
16052 Kouba, Algérie

## ■ REVUE FRANÇAISE

DE SCIENCE POLITIQUE

Volume 48, n°2, avril 1998

En premier lieu, Alec Stone Sweet et James A. Caporaso analysent le processus par lequel un système juridique supranational se construit actuellement en Europe, et proposent une théorie de l'intégration juridique. Contre la position "intergouvernementaliste", qui fait de la Commission et de la Cour de justice des agents plus ou moins fidèles des États membres, les auteurs mettent en évidence l'autonomie organisationnelle de ces institutions supranationales et tentent d'identifier la façon dont la société transnationale, les organisations et les processus d'internationalisation structurent les programmes de travail des politiciens nationaux et du Conseil des ministres. Abordant une question d'actualité, celle du rôle des magistrats dans les scandales politiques, Violaine Roussel envisage les transformations des pratiques judiciaires et leur participation à la redéfinition symbolique de l'identité sociale et professionnelle des juges. Ces transformations font tout d'abord sens au regard du sentiment, largement répandu parmi l'ensemble des magistrats, d'une dévalorisation de leur statut social, ainsi que de la perception d'une distance sociale, notamment vis-à-vis du monde politique. La captation d'un nouveau type de contentieux, les affaires financières à connotation politique, conduit à renouer avec *l'image gratifiante du magistrat qui traite peu d'affaires mais des dossiers importants*, et permet de rompre avec *l'expérience d'une gestion quotidienne et répétitive de dossiers sans prestige*. Pour finir, Sébastien Roché invite à une réflexion sur les principes de compréhension du sentiment d'insécurité, et défend l'idée que le discours inquiet n'est pas libre d'inventer n'importe quelle justification pour dénoncer l'insécurité. En précisant ce qu'on entend par *pression des désordres ou de la délinquance*, l'auteur propose un modèle d'intelligibilité d'un phénomène au coeur de la vie politique de nombreux pays occidentaux.

---

Revue Française de Science Politique  
Presses de la FNSP  
44, rue du Four 75006 Paris

■ REVUE MÉDITERRANÉENNE  
D'ÉTUDES POLITIQUES  
n°5, Printemps 1998.

*Les véhicules de l'information*

Pour sa cinquième livraison depuis sa création en 1995, la *Revue Méditerranéenne d'Études Politiques* propose un dossier sur les médias qui a le mérite de sortir des sentiers battus des sciences de la communication et de l'information. La tâche n'était pas évidente, dans la mesure où ce thème a fait déjà l'objet de nombreux numéros spéciaux dans les revues en sciences sociales. Mais la principale originalité de l'entreprise repose sur la présentation de travaux inédits d'étudiants et d'enseignants qui, par la "fraîcheur" de leur style rédactionnel, contrastent avec les écrits que l'on a l'habitude de rencontrer dans ce type de publication académique. Rédigés pour la plupart sous la forme de synthèse de mémoire de fin d'études ou de DEA, les articles traitent de thèmes aussi divers que la presse féminine adolescente (Chantal Maugis), l'image de la famille dans la presse quotidienne régionale (Laetitia Allemand), la presse militaire en France (Marie Larroumet), les enjeux de la communication dans le milieu de la mode (Juliette Benhamou) ou encore de la "fabrication de la pensée unique" par le journal *Le Monde* (Élodie Blanc). Le dossier est enrichi par deux "points de vue" ; l'un de Bruno Étienne sur les médias français face à la crise algérienne, l'autre de Guy Drouot à propos du dernier essai de Pierre Bourdieu sur la télévision qu'il intitule ironiquement *Le nouveau petit livre rouge*, soulignant au passage son innovation en trompe-l'oeil : *Bourdieu n'hésite pas à verser dans la provocation, usant d'un sens de la formule efficace, même s'il enfonce des portes ouvertes depuis longtemps*. Signalons enfin, une étude collective à caractère local portant sur le traitement médiatique de l'élection législative de Gardanne (octobre 1996), au cours de laquelle le Front national avait vainement tenté de conquérir un nouveau siège de député.

---

Revue Méditerranéenne d'Études Politiques - Institut d'Études Politiques  
13625 Aix-en-Provence cedex 01

■ ANNALES DE L'UNITÉ DE  
RECHERCHE AFRIQUE-MONDE  
ARABE  
1997

Premier numéro des Annales de l'Unité de Recherche Afrique-Monde Arabe de l'Université de Constantine, cette livraison comporte un ensemble varié de contributions (en arabe, français et anglais) de chercheurs de cette unité, portant sur différents thèmes. Ces articles contribuent, comme le souligne Azzouz Kerdoun dans sa présentation de la revue, au débat sur les grandes questions qui intéressent la société dans son mode d'organisation et de fonctionnement. La détérioration continue que connaît l'écosystème ainsi que son impact sur le développement, ont conduit les États et les organisations internationales à réagir pour limiter les dégâts. L'analyse des conventions internationales et régionales fait apparaître que, malgré des avancées notables, beaucoup reste à faire au niveau de leur application. Ceci exige une participation de plus en plus agissante des organisations non gouvernementales à l'échelle nationale et internationale et donc de la société civile. Le contenu social, économique et politique de l'aménagement met en évidence la nécessité d'une intervention de l'État, seul garant de l'équilibre de la relation des villes avec leur arrière pays rural, et de la gestion des ressources naturelles, notamment des terres à vocation agricole. La décentralisation telle qu'elle est mise en œuvre en Algérie, apparaît à la fois comme une option idéologique, un slogan politique et un substitut à la démocratie. L'accélération du processus de mondialisation et de construction d'une zone de libre échange euro-méditerranéenne d'une part, ainsi que les résultats divergents des programmes d'ajustements structurels des pays de la zone d'autre part, rendent l'intégration maghrébine de plus en plus hypothétique, malgré les efforts de construction sur le plan politique et certains signes d'intégration économique.

---

Annales de l'URAMA  
Unité de recherche Afrique-Monde Arabe  
Université de Constantine  
Route de Aïn El Bey 25 000  
Constantine, Algérie

■ LES CAHIERS D'URBAMA  
n°14

*L'aménagement urbain  
dans le Monde Arabe*

Ce quatorzième "Cahiers d'URBAMA" rassemble une partie des communications issues d'un colloque tenu à Tours. Les différentes approches, sont introduites par l'analyse plus générale du contexte des politiques urbaines au Maroc. M. Amezur examine la mise en œuvre d'une politique, autoritaire et brutale, d'évacuation des bidonvilles de Fès à partir des années 1980. L'auteur explique ainsi que cette politique est liée aux nouvelles orientations de la Banque Mondiale qui préconise l'intervention des municipalités dans la lutte contre la pauvreté urbaine, mais aussi à l'influence du ministère de l'Intérieur marocain sur les affaires urbaines et, enfin, à un partage consensuel des rôles entre l'État et la Municipalité de Fès. Après la démolition des baraques, les habitants de ces quartiers d'habitat précaires, notamment ceux qui occupent une place *gênante* dans la ville, reçoivent une parcelle de terrain. Mais celle-ci se situe en général sur des terrains dépourvus de tout équipement, situés en périphérie ou sur des terres agricoles et appartenant à des propriétaires privés mis devant le fait accompli. En définitive, on peut regretter que l'auteur n'aborde pas les difficultés liées à l'absence de réseaux viaires et d'équipements dans ces nouveaux quartiers, ainsi que leur rapport avec le reste de la ville. Les habitants d'un quartier de haut standing ont par exemple mal perçu l'installation des bidonvilles à proximité de leurs habitations, estimant que l'État doit être *le garant de la division sociale de l'espace et de la sécurité urbaine*. L'auteur conclut en mettant en exergue trois contradictions que l'État doit assumer : le maintien de l'ordre malgré l'empiètement sur la propriété privée, l'interventionnisme étatique et l'affichage de principes de libéralisme économique, et enfin, un discours sur la planification urbaine et des pratiques qui vont à l'encontre des orientations officielles.

---

Cahiers d'Urbama  
23, rue de la Loire  
37021 Tours Cedex 21